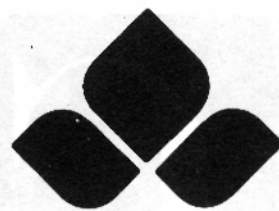


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



guerre scolaire :

une chance pour en sortir ?

DU 14 MARS AU 27 MARS 1984 - 14ème année - N° 400 - 7 F

M2242 - 400 - 7 F

Ecole de France



Comité National d'Action Laïque

**LA SEULE ECOLE LIBRE
C'EST L'ECOLE LAÏQUE**

EXIGEONS LA LIBERTE POUR L'ECOLE



Cité

SOMMAIRE DU NUMÉRO 6

PROPOS D'ÉTAPE	p. 3
Philippe Cailleux	
Entretien	
AVEC JEAN-MARIE DOMENACH	p. 6
Colloque Nouvelle Citoyenneté	
UNE LETTRE DE LÉO HAMON	p. 17
LA FRANCE PEUT-ELLE AVOIR UNE AMBITION ?	p. 20
Alain Solari	
Etude	
POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT	p. 29
C.N.C. de Paris	
Lire	
PLAIDOYER POUR UNE CROISSANCE AUTOCENTRÉE	p. 39
(A. Grjebine) Patrice Le Roué	
Recherches	
MARCEL GAUCHET ET L'EXTÉRIORITÉ DU SOCIAL	p. 42
Revue des Revues	
DEUXIÈME GAUCHE, PREMIER BILAN	p. 50
Emmanuel MOUSSET	
Voyages	
LA CHÎNE OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE	p. 58
Michel Fontaurelle	
Récit	
LA FÉE DE NOËL	p. 67
Rémy Talbot	
Littérature	
LA SAGESSE MODE D'EMPLOI	p. 73
(R. Abellio) Michel Dragon	
FIASCO	p. 77
(O. Poivre d'Arvor) Catherine Lavaudant	



BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT A «CITÉ»

Nom/prénom :

Adresse :

Profession ou études :

☐ commande le numéro 6 de «Cité» (20 F)

☐ commande les numéros déjà parus (15 F x 5 : 75 F)

☐ s'abonne pour 5 numéros (soutien : 100 F)

☐ — — — — (normal : 60 F) à partir du N° compris

☐ commande 50 prospectus pour faire connaître «Cité» (10 F)

et verse pour cela la somme de :
à l'ordre de CITE CCP 23 982 63 N Paris
17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

de nouvelles institutions

«Le Monde» du 2 mars a consacré une page à la mise en place des trois nouvelles institutions francophones voulues par le président Mitterrand.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz indique que «la seule garantie que l'on ait pour le moment de voir la naissance de cette triade institutionnelle suivie sinon d'une grande politique (il faudrait de grands moyens) du moins d'un peu d'action, c'est la sorte de connivence qui s'est instaurée entre le chef de l'Etat et l'écrivain Philippe de Saint Robert choisi par l'Elysée, malgré les préventions de nombre de socialistes, pour diriger le rouage essentiel de la nouvelle donne en matière de francophonie : le commissariat général à la langue française.»

Dans cette même page du monde Jacques Chirac déclare se réjouir «de la nomination de Philippe de Saint Robert, gaulliste de bonne souche, donc incommode et décidé». Cet encouragement du Maire de Paris est de grande valeur car le milieu très fermé des associations militant pour la francophonie est largement noyauté par des gaullistes... Ainsi «la première tâche - ingrate mais salutaire - que «Le Monde» assigne à Ph. de Saint Robert, lui sera-t-elle quelque peu facilitée. Il s'agit «de

séparer le bon grain de l'ivraie dans l'incroyable maquis des associations et organisations francophones qui, à quelques exceptions près, (...) sont souvent inutilement budgétivores.»

Mais l'appareil bureaucratique mis en place par le pouvoir comporte tant et tant de contre-pouvoirs que l'on se demande comment le commissaire général à la langue française pourra travailler efficacement. De M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne, qui animera le «comité consultatif» certains ont dit que son plus proche rapport à la «franc...ophonie» serait son appartenance à la franc...maçonnerie... plaisanterie de couloir qui ne soulève qu'un coin du voile. «Le Monde» préfère, pour sa part, laisser «à ceux qui un jour, peut-être, s'amuseront à reconstituer la petite histoire de la francophonie le soin de découvrir les questions de personne, les intérêts, les guerres de bureau qui, au cours de sept mois d'escarmouches, ont failli vider de leur substance les décrets...»

courrier des lecteurs

MONARCHISTE CANADIEN

Suite à la lettre de M. René Hostache (à propos de l'article «Une monarchie américaine») paru dans l'édition 397 de «Royaliste», j'aimerais souligner qu'il y a longtemps que la fumée des canons sur les Plaines d'Abraham a été dispersée, même si elle existe encore dans la tête des républicains du Parti «Québécois». Tout comme 1763 ne marquait pas le début du colonialisme au Canada, mais plutôt un changement de colonialisme - du colonialisme français au colonialisme anglais. D'une certaine optique, nous avons été chanceux d'avoir été abandonnés par la France quand on pense à la manière dont a été «abandonnée» l'Algérie... Mais à savoir quels ont été les mérites et les torts de ces colonialismes, c'est s'éloigner de la véritable question.

La question est de savoir si les monarchistes français doivent

supporter les républicains du Québec simplement parce qu'ils sont d'origine française ou les monarchistes du Canada même s'ils ne sont pas majoritairement d'origine française. Après la France qui abandonne le Canada, les monarchistes français vont-ils abandonner les monarchistes canadiens ? Abandonner une fois, c'est peut-être une erreur, mais deux fois, c'est presque une manie.

Parce que la majorité des descendants des «60.000 Français» de la Nouvelle France sont d'origine bretonne, devrions-nous, nous, monarchistes canadiens, supporter l'Union Démocratique Bretonne et l'Indépendance de la Bretagne ? Parce qu'il n'y a pas eu de manifestations de joie monstre lors du retour d'exil du comte de Paris, devrions-nous supporter les républicains français ? Parce que les Français, dans leur majorité ne reconnaissent pas le comte de Paris comme leur souverain, de-

Alors, faut-il partager le pessimisme du maire de Paris : «Je ne crois pas beaucoup en une action efficace du gouvernement actuel en matière de francophonie car, à cause de la dégradation de la situation économique et financière de la France, il n'a plus les moyens de sa politique dans ce domaine. En revanche, on aura des discours et le dossier francophone restera prioritaire dans la bouche du chef de l'Etat, mais je ne pense pas qu'il y aura d'effort réel.» ? Faisons la part du discours partisan, mais reconnaissons avec Jacques Chirac que le problème de la francophonie est surtout lié au rang de la France dans tous les domaines, ce qui amène par exemple à penser que la première politique pour la francophonie devrait être une politique favorisant la natalité des Français. Comment ne pas rêver devant le discours débrésien de Chirac : «Si nous avions eu la fécondité des soixante mille Français abandonnés au Canada au dix-huitième siècle et qui sont aujourd'hui six millions, il y aurait actuellement autant de Français que de Chinois...»

Sylvie FERNOY

l'acadie un pays, des écritures

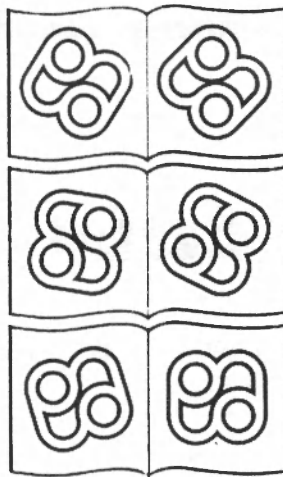
Les Français de France savent vaguement que là-bas, sur «quelques arpents de neige» (Voltaire rentre ta plume !) vivent des cousins qui s'obstinent à parler la même langue que nous. Les Québécois, ils connaissent, puisque la télé en parle. Mais les Acadiens ?

Malgré le «grand dérangement», ils vivent encore éparpillés dans les provinces maritimes du Canada (Nouveau Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince Edward). «Intervention à haute voix», revue dont le siège se trouve à la M.J.C., Maison pour tous, de Chaville, consacre son numéro 9 à sept auteurs, sept poètes acadiens. Leur poésie est tour à tour fort belle, contemporaine et enracinée, déroutante pour un Français, mais

finallement très prenante. Il faudrait les citer tous les sept, mais faute de place... la politique, qui n'en est pas absente, a repris le dessus...

Louis Comeau (poète, peintre, dessinateur, laboureur) termine «Un pas en arrière, pour mieux siffler» par :

«... Sauter une semaine pour Québec parce que l'Europe, c'est trop loin.



Logo des éditions de l'Acadie

Et me convaincre que c'est là-dedans que je vis.»
Melvin Gallant, Président des éditions d'Acadie et professeur de français à l'université de Moncton, passe en revue les saisons de son pays. Il décrit l'Automne :
«Lorsqu'on a la volonté, l'argent, le pouvoir;
Et qu'on ne lésine pas trop sur les moyens.
La conquête est facile.
Le Canada fut vite dominé;
La campagne d'anglicisation amorcée;
L'immigration sélective organisée.
C'était le début de la grande nuit.»

Poésie de l'identité. «Y a pas de soins» (ne craignez rien), avec de tels auteurs, l'Acadie va connaître un printemps éclatant.

Dernière précision d'importance : en dévorant le N°9 d'«Intervention», ne passez pas sur le petit glossaire (page 41) sans vous y arrêter. Vous y apprendrez que, là-bas, une automobile est un «char», et une femme une «créature».

Ah ! le beau pays.

Alain SOLARI

vrions-nous supporter le républicanisme français ? Pour démontrer notre volonté d'indépendance, devrions-nous nous inspirer de Louis XV et abandonner le monarchisme français ?

Un peu de sérieux, sans le monarchisme, il est fort probable qu'il n'y aurait pas de France, tout comme sans le monarchisme, il n'y aurait pas de Canada (puisque nous aurions probablement été engloutis dans le «melting-pot» américain comme ce fut le cas pour nos cousins réciproques de Louisiane). Alors la question est de savoir si on est monarchiste ou non.

A mes ennemis, sans hésitations, je souhaite la république, mais à mes amis, aux peuples de France et du Canada, je souhaite la monarchie, et ce du plus profond de mon cœur et de ma raison.

S. H.
Québec

FRANÇAIS
DE SUISSE

Votre numéro 398, consacré en partie à la francophonie, appelle quelques réflexions. En tant que Français résidant en Suisse, enseignant le français à plus de 50 nationalités différentes dans le

cadre de l'Université Américaine de Suisse, je me permets de vous faire part de ces réflexions. Ce qui permettra à la francophonie de survivre, sinon de se développer malgré l'invasion continue des anglicismes et américanismes ce sera son enrichissement, sa fécondation par l'apport des autres cultures francophones (suisse, belge, canadienne, etc.) et surtout de leur parler. Se contenter de pieusement vouloir conserver une sorte de français de base de la francophonie, face à l'assaut anglosaxophone - selon l'expression heureuse des anglophones -, c'est avoir une vision mesquine de la tâche à entreprendre. Très souvent, nous ignorons totalement les richesses et les possibilités de la francophonie. Les autres parlers francophones pourraient redonner de la vigueur à notre langue de base. Nous faisons très souvent du francocentrisme, nous cultivons le français de France, racisme linguistique qui voudrait que le seul «frouzien» (français en suisse romand) soit juste et correct. La verrée des Suisses, nous aurait fait reléguer dans les salons du XVIème le fameux cocktail; leur blêse ou tacon, remplacerait avantageusement le patchwork. Et leurs pantoufles de gymnastique, ne disent-elles pas admirablement le mot tennis ? Les Cana-

diens, avec leur voyage sur le pouce, nous auraient épargné le monstre de l'auto-stop.

S'il y a combat pour la francophonie, il ne doit pas être repli frileux sur l'hexagone et sur les positions désuètes d'une sorte de démotique française à l'usage des francophones. Il ne faut pas réduire l'acquis linguistique pour le protéger, il faut au contraire l'enrichir au maximum, c'est-à-dire aux dimensions linguistiques réelles de la francophonie.

Il faut connaître les autres parlers. Il semble que rien ne soit fait dans ce sens. Il faut d'abord faciliter la connaissance de l'héritage commun au niveau du lexique, promouvoir ensuite la connaissance des littératures et cultures francophones.

Or, il n'existe pas de rubrique francophone pure dans les publications françaises. Rien ne permet de faire prendre conscience des différences qui nous enrichiraient. Le Larousse 83 a répertorié quelques termes suisses romands, c'est un début bien mince. Un Haut Conseil Francophone devrait envisager la publication d'un dictionnaire francophone, permettre la diffusion des parlers de tous les pays francophones et promouvoir l'étude des diverses civilisations francophones. Il devrait aussi assurer une plus large diffusion à ces glossaires qui paraissent

(«Le langage des Romands», «Le suisse romand tel qu'on le parle», pour ce qui concerne le langage des Suisses) et qui permettent de mesurer l'ampleur que pourrait avoir notre langue, si elle incorporait ces mots qui ne sont nouveaux que pour nous !

Beaucoup d'entre nous, sont encore des analphabètes de la francophonie. La défense de la francophonie, passe par la connaissance de ses mots, de tous ses mots.

C.L.L.
St Triphon (Suisse)

P.S. je me permets de vous signaler 2 glossaires parus récemment : Catherine Hadacek «Le Suisse romand tel qu'on le parle», éd. P.M. Favre (2, rue du Sabot 75006 Paris).

Edmond Pidoux «Le langage des Romands», éd. 24 Heures, 33, avenue de la Gare 1003 Lausanne, Suisse.

ERRATUM

Dans la lettre parue dans le dernier numéro de «Royaliste» : «Québec/ suite». Il fallait lire que les propos du ministre québécois sur le «colonialisme français» était le reflet d'une réalité massive au Québec : la francophobie.» et non pas une réalité «unanime» comme nous l'avons publié par erreur.

berthoin au coin !

Edgar et Maurice sont dans un bateau. Edgar et Maurice tombent à l'eau. Qu'est-ce qui reste ? Georges Berthoin !

Au moment où nous mettons sous presse, les tribulations tragico-comiques de l'opération lancée par les deux Faure ne sont pas terminées. Mais on peut déjà en tirer deux conclusions. Certes, il pouvait sembler fâcheux que l'on n'ait fait appel à cet ancien sous-préfet, collaborateur de Jean Monet, qu'après avoir pensé à un comédien de talent, qui prends ses repentirs pour du bon sens politique, ou à un journaliste de renom. Mais enfin, tous deux s'étant, paraît-il, défilés, la « fraîcheur politique » de Georges Berthoin pouvait contraster agréablement avec la personnalité de ses deux parrains. Et puis, l'idée de constituer, à l'occasion des élections européennes, une liste se situant en dehors des clivages habituels pouvait séduire.

On a beaucoup parlé de « virginité » politique à propos de notre inconnu. Voire... Il est en effet membre de deux organismes qui ne sauraient nous laisser indifférents. Le premier est le Mouvement européen. Celui-ci a été créé en 1958 sous le contrôle de Jean Monet. Il fut présidé par Georges Berthoin, porté à sa tête en 1978, et s'est principalement signalé à l'occasion de deux manifestations publiques. L'une est un congrès extraordinaire (Cannes - 1965) où, notamment, en présence de Maurice Faure (tiens !), François Mitterrand était venu témoigner de sa foi européenne. L'autre est une convention pour l'Europe (Versailles - 1977) à laquelle assistaient, outre l'inévitable Leprince-Ringuet, des personnalités du P.R., du R.P.R., du C.D.S. et du P.S., ainsi que des syndicalistes (C.G.C., F.O., C.F.T.C., C.N.P.F.). Monsieur Berthoin est donc un européiste convaincu, ce que nous confirme sa récente présentation à Antenne 2. Le journaliste lui demandant, lors du journal de 20 heures, si son ambition était de rassembler les Français, Georges Berthoin répondit, en substance, que tel n'était pas son projet, et que ce qu'il proposait, c'était les Etats-Unis d'Europe ! Maladresse ? Peut-être, mais révélatrice...

Le second organisme auquel appartient notre homme, et qu'il préside en Europe, est la fameuse commission trilatérale. Celle-ci a été créée en 1973 par le banquier David Rockefeller, ce qui est déjà tout un programme. Elle exerce son influence au sein de l'élite des financiers, hommes d'affaires et autres politiciens dont on suppose qu'ils ont une hauteur de vue supérieure à celle du commun des mortels. On peut lire dans un texte émanant de la commission et datant de 1975 (« This crisis of Democracy ») qu'il y a « des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique ». Parmi les membres de la trilatérale, on trouve notamment Z. Brezezinski (ancien

conseiller du président des Etats-Unis), H. Brown (ancien secrétaire à la Défense), un certain James-E. Carter, ainsi que W.F. Mondale (actuel candidat démocrate). Pour le monde des affaires, on rencontre, outre divers représentants de grands groupes industriels et de compagnies pétrolière, G. Agnelli (Fiat), Otto Lambsdorff... Parmi les Français membres de la commission, il faut citer Michel Crépeau, Michel Debatisse, Jean-Philippe Lecat, le baron Edmond de Rothschild, ainsi que Raymond Barre.

A travers ces deux organismes, on peut se faire une idée de la forme d'Europe que Georges Berthoin appelle de ses vœux. Elle a une coloration très atlantiste. De toute manière, l'opération des deux Faure a été marquée dès le début, non seulement du sceau de l'ambiguïté, mais également de celui de la maladresse. Une maladresse qui surprend chez ces deux vieux renards de la politique. En effet, l'électorat que l'on qualifie trop vite de « centre-gauche » et qui a permis à F. Mitterrand de faire la différence aux présidentielles n'est pas, pour l'essentiel,

un électorat centriste, favorable à la supra-nationalité. Ce dernier est acquis à Giscard (dont la dernière trouvaille est l'élection du président du Conseil européen au suffrage universel, ce qui va incontestablement dans le sens des « Etats-Unis d'Europe » !). Au contraire, ceux qui ont permis l'élection de l'actuel président sont des gaullistes, des jobertistes, des royalistes... soucieux d'une certaine idée de la France et exaspérés par un giscardisme mou, résigné, sans ambition véritable pour le pays.

A ces hommes et à ces femmes, que jette-t-on précipitamment en pâture, sous la pression des dégelées électorales hebdomadaires ? Les Dupont et Dupond de la glorieuse quatrième : MM. Edgar et Maurice Faure. Avec, en prime, pour les européennes, un Georges Berthoin dont les convictions, certes respectables, sont dangereuses et utopistes : créer l'Europe ! L'Europe ! Quand il faudrait rassembler toutes les énergies au service de la France, c'est une fuite, non une mobilisation.

Alain SOLARI

les bêtes amalgames de m' jospin et ses amis

L'extrême-droite progresse en France et les socialistes s'en inquiètent. Mieux vaut tard que jamais. Mais la réflexion engagée par le Parti socialiste semble encore confuse ...

Au début du mois, le P.S. a réuni un colloque sur « l'extrême-droite et ses connivences ». Thème intéressant, auquel nous aurions pu apporter notre contribution puisque notre journal dénonce depuis plus de dix ans la renaissance des idéologies racistes. Le P.S. l'a sans doute oublié. De même qu'il a oublié d'inviter un journaliste de « Royaliste » à assister aux débats, ce qui nous oblige à en rendre compte indirectement.

A lire l'article publié par « Le Monde », il semble que de bonnes choses aient été dites, dans une confusion regrettable, voire scandaleuse. Selon certaines déclarations, ils semblerait que toutes les

réhabilitations et toutes les révisions historiques soient à mettre dans le même panier. Ainsi, M. Sternhell condamne dans une même diatribe le fait que l'on puisse parler de génocide sous la Révolution française et le fait que certains défendent Brasillach. De même, Max Gallo déplorera l'existence d'une « école révisionniste du catéchisme (sic) de la Révolution française » qui serait de même nature (et de même origine ?) que l'école révisionniste du nazisme. Si nous avons bien compris, les historiens réputés (et pour la plupart de gauche qui s'interrogent sur la logique de la Terreur ne vaudraient pas mieux que M. Faurisson. Ce

qui montre que le Parti socialiste a comme toujours le sens des nuances et professe un immense respect pour la recherche historique. Heureusement que M. Jospin a demandé aux participants du colloque d'éviter les amalgames, sinon la moindre critique adressée à Jaurès serait devenue une preuve de nazisme.

Pour éviter l'agacement, mieux vaut évoquer le meilleur moment du colloque : celui où M. Jospin a déclaré qu'un des éléments fondamentaux de la connivence entre la droite et l'extrême-droite tient dans la mort idéologique du gaullisme. L'analyse est exacte. Mais il serait juste de dire que si M. Chirac est responsable de cette « mort », M. Jospin est historiquement complice du crime puisque son pari n'a cessé de dénoncer le gaullisme et de lutter contre lui. Donc si nous raisonnons comme au colloque du P.S., il est logique de dire que M. Jospin est complice de M. Chirac et, par conséquent, responsable du retour de l'extrême-droite. Tant il est vrai que critiquer la Révolution française équivaut à excuser les nazis.

Socialistes, encore un effort pour penser sérieusement !

B. LA RICHARDAIS

arnaud fabre

Tous les militants et les amis de la Nouvelle Action Royaliste sont dans la tristesse. Un des meilleurs d'entre nous nous a quitté, l'un des plus ardents, un de ceux qui après avoir fondé notre mouvement n'a cessé de vouer à la cause royaliste son temps, ses efforts et ses nuits. Arnaud Fabre nous a quittés pour un monde meilleur dans l'extrême dénuement d'une mort que nous pouvons dire bernanosienne, la solitude de sa chambre parisienne, loin de la sollicitude et des soins attentifs de celle qui n'aura cessé en ces derniers mois de le secourir dans l'épreuve, sa mère Mme Fabre de Rieunègre à qui toute la communauté de la N.A.R. veut exprimer ici son affection et sa peine.

Il n'est pas possible, si vite et dans l'émotion qui est la nôtre, de faire la somme de tout ce que nous devons à Arnaud. Du moins pouvons-nous évoquer, les uns et les autres, des souvenirs qui sont autant de témoignages sur son intelligence aigüe, sa vivacité, sa loyauté. Depuis l'adolescence et les années d'études à Bordeaux où il avait acquis cette culture précise et vaste qui donnait à ses conférences tout leur relief, notre ami n'a cessé d'être un militant de première ligne. Voué par sa profession, à l'enseignement de l'histoire, il avait fait le tour des travaux de l'étude historique moderne et projetait de mener à bien une thèse sous la direction de Pierre Chaunu auquel le liaient l'admiration et une grande communauté de vues. Mais il mettait d'abord son savoir au service du souci de la cité qui était sa passion essentielle. Aussi, est-ce dans le journalisme qu'il devait donner la mesure de son talent.

Il avait la plume prompt, le sens de la formule, son attrait pour la polémique était bien connu. Son goût irrésistible pour affronter l'obstacle, défier l'adversaire l'apparentait à la grande cohorte de la période la plus riche de la presse. On l'aurait vu volontiers, la cravate en bataille et l'œil pétillant de malice, suivre sur le marbre d'antan la confection des pages, relire avec gourmandise les morasses. Plus modestement, dans notre presse royaliste, il assurait les fonctions ingrates de la rédaction en chef et du secrétariat de

rédaction. Combien d'articles, il aura écrit dans notre salle de rédaction pour compléter un numéro qui ne couvrirait pas assez, à son goût, l'ensemble de l'actualité ! Il avait le sens de la synthèse et une étonnante faculté d'intégrer dans un papier ou une conférence tout ce que l'événement, le livre le plus récent, ajoutaient à son appétit de connaître.

Il y avait en lui quelque chose d'insatiable qui le poussait à toujours se surpasser, à en faire plus. Et quelle pugnacité ! Quelle propension à se jeter sur le téléphone pour réveiller le militant endormi, lancer le responsable de province dans une nouvelle campagne, réclamer un article...

Il avait des sujets de prédilection. La décentralisation, à propos de laquelle il a écrit deux brochures importantes, l'école qu'il considérait attentivement de l'intérieur. Son expérience de professeur en province et en banlieue parisienne lui donnaient l'œil critique, mais aussi prospectif. Il avait écrit à ce propos de volumineux rapports qui auraient pu faire un livre. La démographie, dans le sillage de Chaunu, constituait une de ses hantises. Il avait ses obsessions et ses répulsions. Elles provoquaient parfois des heurts au sein de la rédaction, mais elles étaient stimulantes. Nous nous souviendrons toujours de ses diatribes antikhomeinistes à l'heure où les ravages de l'ayatollah n'avaient pas encore sonné le glas des espoirs iraniens. Que



dire aussi de ses sorties antiécologistes, lui dont l'art de vivre anti-béton n'admettait pas le culte du zégisme ?

En ces heures pénibles, il nous est aussi permis de songer aux moments heureux, ceux qui le faisaient revivre, ceux qui le ressuscitaient alors que la tristesse d'un combat inabouti, d'une phase de stagnation l'avaient jeté dans une crise d'abattement. La naissance de la N.A.R. évidemment ! Tout était oublié, les moments de doute, ses angoisses profondes. Il repartait alors dans l'enthousiasme, et toute son énergie lui revenait. Nous nous rappelons aussi cette rencontre avec Maurice Clavel dont il fut l'un des initiateurs. Au lendemain de la fameuse émission interrompue par le «Messieurs les censeurs, bonsoir», Arnaud avait adressé dans notre journal une lettre ouverte à Maurice Clavel, auquel l'intéressé répondit sur le champs par un télégramme : «Prière de prendre contact - Téléphone... - Sympathiquement - M.C.». Cette initiative fut le départ d'une amitié ininterrompue.

Quelques années plus tard, Arnaud prendrait le chemin de Vézelay passer toute une journée avec Clavel pour s'entretenir de son dernier livre. Il revint le visage heureux. Cette journée avait compté pour lui comme un de ces moments de bonheur qu'il avait jadis connus à Bordeaux.

Il y en eut d'autres. Les vacances à Tartas, tel voyage dans cette

Italie qu'il aimait. Telle rencontre avec des personnalités avec lesquelles il se sentait tout de suite en sympathie. Avec Roger Pannequin, l'ancien du P.C. qui s'occupait d'un centre d'apprentissage pour handicapés, le courant avait tout de suite passé.

Il faudrait évoquer les liens privilégiés avec Michel Giraud, notre ami aussi trop tôt disparu, les années où ils travaillèrent en commun au journal, dans notre mouvement, avec une même passion. Mais tous les souvenirs d'Arnaud qu'ont les militants de la N.A.R. à travers la France, nous ne les avons pas consignés. Nous sommes sûrs que partout, nos amis auront ressenti le même serrement de cœur.

Nous continuerons la tâche, avec les nouvelles générations qui déjà ont pris le relais. Au milieu des pires difficultés, il n'a jamais été question pour Arnaud de renoncer. Ses fidélités n'étaient pas de l'ordre du contingent, elles donnaient à sa vie tout son sens. L'impulsion qu'il a donnée au mouvement royaliste, la part capitale qu'il a pris dans sa rénovation et dans ce qu'un de ses cadets appelle la «révolution dans le royalisme», sont des acquis inaliénables à notre reconnaissance. Elles nous obligent pour mener à ses fins la cause à laquelle il s'était donné sans retour.

pour le
Comité Directeur
Gérard LECLERC

l'amérique du candidat reagan

Alors que dans la course à l'investiture démocrate, le candidat Gary Hart crée la surprise en devançant plusieurs fois Walter Mondale, du côté républicain, personne ne conteste sa place au président Reagan. Nous avons demandé à André Fontaine de nous parler de l'action de ce président dont les observateurs s'accordent à penser qu'il sera réélu.

● **Royaliste :** Comment se présente la nouvelle campagne du président Reagan ?

André Fontaine : Le Président Reagan pense qu'il sera réélu : il n'a pas de rival au sein du Parti républicain alors que les candidats démocrates sont nombreux. Il est probable que, parmi ces derniers, c'est Mondale qui sera désigné : c'est un homme sympathique, plus au fait des problèmes que Reagan, mais il lui manque le minimum de charisme qui, à l'époque de la télévision, est indispensable pour une campagne présidentielle. De plus, les sondages montrent que Reagan a une cote supérieure à celle obtenue par ses prédécesseurs à la même époque de leur mandat.

Tout cela forme un contraste frappant avec l'atmosphère qui régnait il y a quatre ans lorsque, à la surprise générale, Reagan fut désigné comme candidat républicain, et élu. Un candidat indépendant, M. Anderson, disait alors de Reagan qu'il était une superstar de la 18th Century Fox (par opposition à la 20th Century Fox). D'autres disaient que les Etats-Unis réécrivaient les pièces de Shakespeare : Nixon était Richard III, Carter était Hamlet, et Reagan le Roi Lear... Tout le monde soulignait que Reagan était le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis et beaucoup pensaient qu'il ne terminerait pas son mandat (vous vous souvenez pourtant que Reagan s'est fort bien remis de l'attentat dont il a été victime). Enfin, on notait qu'il y avait eu beaucoup d'abstentions et que le nouveau président avait été élu par un quart seulement de l'électorat.

● **Royaliste :** Dans ces conditions, pourquoi Reagan avait-il été choisi ?

André Fontaine : La principale raison est que les Américains en avaient assez de Carter, qui lui

même avait été élu parce que ses compatriotes, pour citer Raymond Barre, en avaient assez des « turpitudes » de l'époque Nixon. Carter était un indécis et sa politique étrangère, par exemple, a toujours été déchirée entre la tendance dure représentée par Brzezinski, et celle, très tiers-mondiste, d'André Young. D'autre part, la présidence de Carter avait été marquée par de nombreuses humiliations : la prise d'otages de Téhéran, l'Afghanistan, l'affaire funambulesque des commandos hélicoptères sur l'Iran. Les Américains voulaient donc quelqu'un qui hisse le drapeau. N'oublions pas non plus la crise économique américaine et le caractère abusif des interventions de l'Etat : aux Etats-Unis, une trop grande protection sociale n'est pas très populaire et beaucoup d'Américains, surtout les chefs d'entreprise, dénonçaient l'importance des sommes affectées à ce domaine.

Reagan est arrivé avec un programme réactionnaire, au sens étymologique du terme : il entendait réagir contre l'essentiel de ce qui s'était passé aux Etats-Unis depuis l'avènement de Roosevelt en 1933. Dans le programme reaganien, il y avait un aspect moral qui visait à ramener l'Amérique au temps de ses vertus fondamentales (interdiction de l'avortement, prière à l'école notamment). Il y avait aussi un aspect économique, qui consistait à désétatiser l'Amérique. Par là, Reagan pensait pouvoir réduire les impôts et rétablir l'équilibre budgétaire. En même temps (c'est l'aspect diplomatique) il voulait augmenter considérablement le budget militaire, ce qui paraissait contradictoire avec la nouvelle politique budgétaire. On a donc traité dans les dépenses sociales (retraites, santé, assistance familiale). D'où une aggravation des conséquences sociales de la crise économique. Il y a actuelle-

ment aux Etats-Unis plus de deux millions de personnes qui n'ont pas de domicile, qui vivent dans des caravanes en attendant un emploi. Il y a aussi un secteur qui vit en dessous du seuil de pauvreté et qui représente près du quart de la population américaine. Vous savez qu'au cours des dernières années il s'est ouvert quantité de soupes populaires. Et le chômage a atteint de telles proportions que la moitié des jeunes noirs et le quart des jeunes blancs sont au chômage.

● **Royaliste :** Pourquoi Reagan, élu sous le signe de la relance, a-t-il aggravé la situation économique ?

André Fontaine : C'est que le gouvernement américain s'était donné comme objectif prioritaire la lutte contre l'inflation, d'où des conséquences analogues à celles que l'on peut observer en France. Mais il est vrai qu'il y a actuellement une très nette reprise avec un taux de progression de la production de 4,2% et un taux de chômage qui, après avoir dépassé 9%, est retombé à 7,7%. En revanche, sur le plan budgétaire l'échec est total puisque le budget de 1984 se présente avec un déficit de près de 200 milliards de dollars. C'est un record absolu dans l'histoire des Etats-Unis, qui fait craindre une reprise de l'inflation. Une des conséquences du déficit budgétaire est que le gouvernement emprunte beaucoup et que les capitaux affluent aux Etats-Unis grâce au niveau élevé des taux d'intérêt ; d'où la hausse du dollar.

● **Royaliste :** La reprise économique est-elle due à un certain abandon des thèses monétaristes ?

André Fontaine : Il est certain qu'une partie de la philosophie libérale reaganienne a été abandonnée. L'Etat américain est par exemple très engagé dans la Silicon Valley et dans la conquête spatiale. Sur ce plan, comme avec l'Union soviétique, Reagan a dû composer. Mais il est demeuré fidèle à ses principes en matière de protection sociale, tout en réduisant moins qu'il ne l'avait dit les aides afin de ne pas perdre certaines fractions de son électoral, notamment les personnes âgées. Le gouvernement s'est également écarté de son monétarisme initial.

● **Royaliste :** Qu'en est-il de la « révolution conservatrice américaine » dont on fait grand cas en France ?

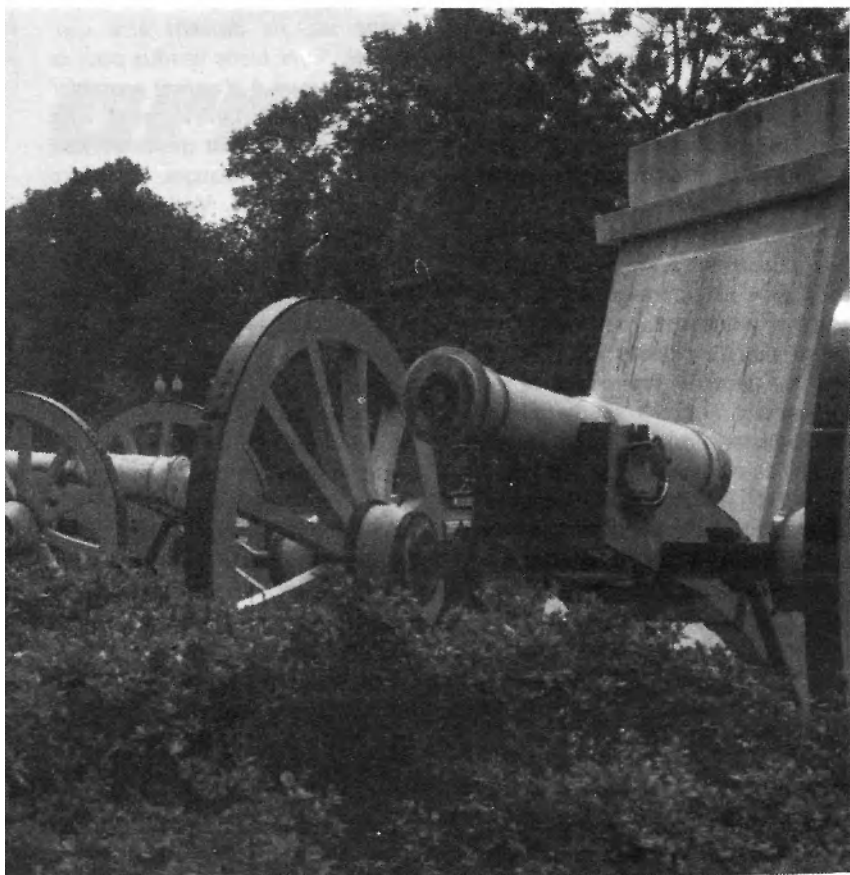


La Maison-Blanche du Pt Reagan semble in

André Fontaine : Il faut bien voir que les Etats-Unis sont fondamentalement une patrie idéologique. C'est un pays auquel les citoyens ont adhéré : ils ont voulu créer une sorte de paradis gouverné par les lois de la Providence, alors que l'Europe était considérée comme la terre du drame et du péché. C'est pourquoi, à la base de la philosophie américaine, il y a l'idée qu'il ne faut pas se mêler des affaires européennes. Bien sûr, ce petit paradis attirait les immigrants, qui ont adhéré au code américain, à cette identification des valeurs de liberté et des valeurs nationales. Les Américains en sont très fiers. Leur idéologie est donc conservatrice, très marquée par l'anti-communisme, et fondée sur une liberté d'entreprendre conforme, dans leur optique, aux desseins de la Providence. Il s'agit d'investir, de créer l'abondance, de s'enrichir - alors qu'en Europe la richesse est toujours suspecte. Au contraire, les Américains pensent que celui qui échoue l'a mérité de quelque manière. Cette conviction influe beaucoup sur leur attitude à l'égard du tiers monde.

● **Royaliste :** Comment analysez-vous la politique étrangère de Ronald Reagan ?

André Fontaine : Reagan avait promis de contrer l'Union soviétique, selon une vision très manichéenne de l'univers : pour lui, les



«pugnabile»

Russes sont responsables de tout ce qui va mal dans le monde, ce qui est manifestement excessif. Il n'a pas hésité à recourir à la **contre-guerilla** et c'est un fait qu'il y a aujourd'hui dans le monde plus de guerilleros anti-communistes que pro-communistes - ce qui était inimaginable il y a dix ans. Il entendait tenir le **discours de la vérité** : il suffisait selon lui de dire la vérité sur l'Union soviétique pour que s'écroule «l'Empire du Mal». Mais la pièce maîtresse de ce dispositif était le réarmement, dont l'objectif était non seulement de rétablir l'équilibre stratégique avec l'Union soviétique mais aussi de pousser celle-ci «dans les cordes». Compte-tenu des difficultés économiques et politiques de l'U.R.S.S., Reagan estimait que les Russes ne pourraient rattraper les Américains s'ils consentaient un important effort militaire et qu'ils seraient obligés de demander la paix. Nous savons que cet objectif est loin d'être atteint...

Il n'en demeure pas moins que Reagan l'a poursuivi avec obstination. Mais il a buté sur des obstacles importants, et tout particulièrement sur le Congrès car la Chambre des Représentants est hostile dans sa majorité aux interventions militaires extérieures. D'où les difficultés pour agir en Amérique centrale et au Liban. Vous savez que Reagan a exigé la signature de l'accord israélo-libanais, qui a mis le feu aux poudres :

les Syriens n'ont pas voulu le reconnaître, les Israéliens ont joué avec le feu en fournissant des armes aux Druzes. Le Liban s'est retrouvé à feu et à sang, et la force multinationale se retrouve dans une situation très délicate puisqu'elle ne peut ni s'interposer ni partir. Actuellement les Américains en ont assez et tout le monde est persuadé que Reagan trouvera un moyen de retirer ses soldats du Proche-Orient avant sa réélection.

● Royaliste : Et l'intervention à Grenade ?

André Fontaine : Il faut rattacher cette affaire à la question du Proche-Orient. Reagan avait besoin de faire quelque chose pour venger les morts américains de Beyrouth. La Grenade lui offrait une revanche à peu de frais. Cette intervention a provoqué quelques cris, notamment à Londres, mais les soldats américains ont été bien accueillis par la population de l'île. Ce qui était possible à la Grenade ne l'est pas nécessairement en Amérique centrale, alors que le régime du Salvador risque de s'effondrer. C'est pourquoi de nombreux Américains sont convaincus que leur pays interviendra tôt tard au Nicaragua pour casser la base arrière de la guerilla, mais probablement après la réélection de Reagan.

D'une manière générale, Reagan appuie les régimes anti-com-

munistes. Il a tout fait pour que la France intervienne au Tchad parce qu'il considère Kadhafi comme un agent soviétique, et maintenant il soutient totalement Israël. En revanche il a beaucoup vacillé dans sa politique à l'égard du conflit irako-iranien. Mais il semble maintenant soutenir l'Irak, après avoir considéré un moment que Khomeiny représentait un bon rempart contre le communisme.

C'est le type même du vasouillage américain, dont nous avons eu de nombreux exemples dans diverses parties du monde. Il y a bien sûr d'excellents experts, mais ils sont à des échelons relativement modestes et, dans une administration très simplificatrice, la subtilité de leurs analyses ne parvient pas à remonter en haut lieu. Il en a d'ailleurs toujours été ainsi : au temps de la guerre d'Algérie, il y avait des experts partisans du F.L.N. et d'autres qui soutenaient le gouvernement français. En tous cas, on constate trop souvent, aujourd'hui, l'absence d'une politique reposant sur des analyses sérieuses : c'est vrai pour le Proche-Orient comme pour l'Amérique latine.

Ce manque de sérieux tient aussi à la personnalité du Président. On dit qu'il est le premier qui ait réussi à prendre sa retraite à la Maison-Blanche. C'est un homme qui travaille très peu : ceux qui le rencontrent disent qu'il parle pendant trois minutes du sujet en question puis qu'il se met à raconter des histoires de cinéma. Un des participants du sommet de Versailles m'a raconté que Reagan ne répondait jamais aux questions : il attendait une pause pour consulter ses experts et récitait ensuite ce qu'ils lui avaient dit. Reagan n'approfondit donc pas les dossiers. Mais il ne faut pas croire que c'est un président potiche. Il est très convaincu de l'importance de sa fonction et il est d'ailleurs convaincu qu'il s'est bien débrouillé. C'est aussi un homme qui se fie beaucoup à ses émotions : c'est parce que le massacre de Sabra et Chatilla l'a bouleversé qu'il a décidé le retour de la force multinationale alors que deux jours avant il n'en était pas question. Mais il est intervenu avec tant de conviction qu'il a retourné l'opinion publique. Il y a donc des interventions décisives du Président, souvent sur des coups de cœur, et dans des affaires qu'il connaît mal : telle est une des données de la politique américaine.

● Royaliste : Et les relations avec l'Europe ?

André Fontaine : Sur ce plan, il y a une nette détérioration. Depuis que l'équilibre stratégique est réalisé entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, l'Europe sait très bien qu'elle ne peut plus compter sur une réplique automatique de son allié américain. C'est pourquoi les gouvernements européens se donnent tant de mal pour obtenir des euromissiles sur leur sol. Il y a aussi le fait que, sur de nombreux problèmes, la vision des Européens est très différente de celle des Américains. Prenons par exemple le tiers monde. Pour nous c'est un problème fondamental alors que les Etats-Unis restent très hostiles à l'aide, même s'ils ont été obligés de réviser leur position à l'égard du Brésil et du Mexique, pour les empêcher de s'effondrer.

Ce qui me paraît très caractéristique, c'est que les Etats-Unis se moquent totalement de ce que peuvent raconter les Européens, et

André FONTAINE

Rédacteur en chef du quotidien «Le Monde» depuis 1969, il est administrateur de l'Institut Français des Relations Internationales, du Centre des Hautes Etudes de l'Afrique et de l'Asie modernes et de la Banque Indosuez.

Président du groupe «Long terme-Stratégie internationale» pour le IXe Plan.

Prix de la Communauté en 1960.

Nommé «Rédacteur en chef international» en 1976 par Atlas World Press Review (New-York).

Il a notamment publié «L'alliance atlantique à l'heure du dégel», Calmann-Lévy - 1959 -, «La France au Bois dormant» - Fayard 1978 -, «Un seul lit pour deux rêves», Fayard 1981 -, et la classique «Histoire de la guerre froide», - 2. vol., collection Points-Seuil, rééd. 1983 -.

de ce qu'ils ont pu dire eux-mêmes à Williamsburg. C'est pourquoi, si les pays européens ne trouvent pas le moyen de s'affirmer, aussi bien sur le plan technologique que sur le plan politique, je crois que nous nous trouverons dans la situation décrite par Melchior de Grimm, ministre de Saxe-Gotha à Paris en 1790, qui disait que «l'Amérique et la Russie se partageront le monde et nous autres peuples du noyau serons trop dégradés, trop avilis pour savoir autrement que par une vague et stupide tradition ce que nous avons été».

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

glorification de la vendée

A Rome, le 19 février dernier, Jean-Paul II a procédé à la béatification de 99 personnes martyrisées à Angers en 1793 et 1794. Au cours de la cérémonie le Pape a évoqué tous ceux qui, aujourd'hui sont persécutés dans le monde : « Les martyrs d'Angers avaient été accusés d'infidélité à la patrie et de compromission avec « les forces antirévolutionnaires ». Il en est d'ailleurs ainsi dans toutes les persécutions d'hier et d'aujourd'hui. » Et il est vrai que, au mot près, on a eu récemment l'occasion de lire ces accusations de la part des autorités chinoises contre les chrétiens de Chine qui veulent rester fidèles à Rome... Dans les mots mêmes la Révolution française est la mère des totalitarismes modernes.

Nous avons demandé à Dominique Lambert de la Douasnerie, président de l'association culturelle « Vendée-Militaire » d'évoquer pour les lecteurs de « Royaliste » les martyrs d'Avrillé. C'est ce qu'il fera dans une série de trois articles dont nous vous livrons le premier ci-dessous.

Cet « événement exceptionnel », comme le soulignait récemment Mgr Jean Orchamp, évêque d'Angers, a attiré près d'un millier de pèlerins de l'Anjou et des départements voisins. Cet événement a marqué, en quelque sorte, au-delà de la béatification de cette centaine d'élus, la Glorification de la Vendée Militaire, du moins de la première guerre, celle que Napoléon qualifiait de « guerre de géants ». Ces 99 bienheureux - la

cause en cours de Rome s'appelle Guillaume Repin et ses 98 compagnons, - hommes et femmes (celle-ci en majorité), de toutes conditions (mais en majorité des gens du peuple), furent fusillés (84) ou guillotins (15) en haine de la Foi. La lecture des interrogatoires et les travaux récents de Philippe Evano ne laissent aucun doute sur ce sujet. Un bref rappel historique s'impose. A l'unisson des autres régions de France, l'an-

nonce de la réunion des Etats Généraux provoqua l'enthousiasme dans le futur pays insurgé dont les cahiers de doléances témoignent de la nécessité, là plus qu'ailleurs, de certaines réformes. Citons, par exemple, la gabelle dont tous les cahiers, à l'unanimité, réclamaient la suppression. L'Anjou, en effet, était pays de grande gabelle. Deux chiffres nous aideront à mieux comprendre ce fléau. En 1788, à Nantes, pays de Franc-salé, le sel se vendait 1 l. 10 sol le minot (équivalence du quintal) alors qu'en Anjou le minot se vendait... 62 livres. On sait dans nos pays l'importance du faux-saunage, de sa répression et de la violence - il faut le souligner - qu'il engendrait. On réclamait aussi l'abolition de la milice. Encore une fois, un besoin de réformes, pas d'une Révolution. Les cahiers angevins ne font donc point contraste avec les cahiers des autres régions. Tous témoignent du même « amour » pour le Roi - Louis XVI était au comble de sa popularité, il était le « restaurateur des libertés françaises ». Il promettait de faire le bonheur du peuple -, du même respect pour le clergé séculier, de la même hostilité à l'égard du... clergé régulier. Ainsi les habitants de Montrevault écrivent : « *que par rapport aux biens du clergé, il faut bonifier ceux des curés des villes et des campagnes, mais quant aux abbés, prieurs, tous les réguliers et*

chanoines, ils doivent être supprimés, leurs biens vendus pour le prix employé à d'autant acquitter les dettes de l'Etat... » Les articles de ce genre ne sont pas rares dans les cahiers des Mauges, la future Vendée Angevine. Voilà pourquoi le principe de la vente des Biens du clergé (biens de 1ère origine) fut admis sans difficulté par les populations. Matériellement, les paysans des Mauges - beaucoup d'historiens l'admettent aujourd'hui étaient souvent moins malheureux qu'ailleurs. Les rapports entre nobles et paysans étaient faciles en ce pays où le poids de la féodalité était plus faible qu'en Saumurois. La grande ressource du paysan des Mauges était l'élevage bovin, or les bêtes « aumailles » (ainsi appelait-on les bêtes à cornes) échappaient à la dîme... Quand les départements et les districts furent formés en 1790, personne n'aurait prévu que la Vendée deviendrait synonyme d'insurrection contre-révolutionnaire. Il n'est pas possible dans le cadre étroit de cet article de montrer dans le détail, l'attente - la grande attente - trompée des paysans, leurs espoirs déçus. Dès sa création, la Constituante se montra beaucoup plus « antireligieuse que antimonarchique » (Gabory). En juin 1789, elle supprimait le clergé comme ordre politique. Pour combler le déficit de l'Etat, considérablement aggra-

qui a tué le duc d'enghien ?

Avant-première littéraire aux Mardis du Théâtre Montansier à Versailles, où le Président Maurice Schumann, au cours d'une conférence éblouissante, exposait le sujet de son prochain livre, qui doit sortir à la Librairie Académique Perrin : « Qui a tué le duc d'Enghien ? »

Parlant une heure et demie, sans une note, l'orateur fit un exposé où la clarté le disputait à l'élégance du style. Le thème lui a été inspiré par la pièce de Thierry Maulnier, autre académicien, présent dans la salle puisque c'est son épouse qui en est la directrice. Thierry Maulnier a intitulé le drame dont nous vous avons rendu compte l'an passé (1), « Celui qui n'avait rien fait ». Maurice Schumann, tout en reconnaissant l'innocence du prince dans les faits qui ont motivé son rapt et son malheur, n'est pas sûr qu'il ne

soit pas en partie responsable de son exécution.

En effet, le conférencier divise en trois phases cet assassinat qui, en réalité, constitue une grande catastrophe nationale : l'enlèvement, dont Bonaparte a, dans son testament, revendiqué la responsabilité, invoquant « le repos et l'honneur des Français », à l'heure où « 60 assassins stipendiés par le Comte de Provence rôdaient dans l'ombre de Paris ». Il a couvert ainsi ses subordonnés, dont Talleyrand. Le rôle de ce dernier semble avoir été exagéré par certains historiens : le ministre des Relations

Extérieures borna sa participation à l'action diplomatique :

— Si vous décidez l'enlèvement, le Grand Duc de Bade, je m'en charge ! assura-t-il au 1er Consul.

Et il s'en chargea, achetant sa passivité. « C'est plus qu'un crime, c'est une faute », devait dire Joseph Fouché.

En politique, en effet, c'est pire.

Seconde phase : le procès. Là, l'ancien Président du Conseil désigne un responsable : le duc d'Enghien lui-même. Avec morgue, avec hauteur, avec un courage indéniable, mais insensé, le prince soutint, devant le Conseil de guerre, qu'il avait porté les armes contre la France et qu'il était prêt à recommencer. Il n'attendait pour cela, que des ordres de l'Angleterre. Ce pays venait de reprendre les hostilités contre la France, au terme de l'éphémère Paix d'Amiens. Dans l'esprit du dernier Condé, cette guerre n'était pas une guerre étrangère. Malheureusement, un tribunal composé de militaires qui, depuis 10 ans

combattaient l'Angleterre, ne pouvait, après de telles réponses, que prononcer un verdict de mort.

Troisième phase et la seule fatale, dont Napoléon à Ste Hélène a, dans un codicille de son testament, rejeté la responsabilité : l'exécution. Elle s'est déroulée avec une hâte inopportune. L'empereur incrimine « de ce zèle excessif des subordonnés qui ont outrepassés les consignes de leur souverain. »

Qui sont ces subordonnés inconscients ou criminels ? L'académicien n'en voit qu'un : Savary, dont il décrit longuement la personnalité. Cet officier n'a pas alors 30 ans. C'est un impulsif, une « tête brûlée », un « inconditionnel, impatient de servir son maître, au risque de le desservir éternellement. »

Formule remarquablement juste : dix ans encore et la France se retrouvera sans Napoléon mais toujours profondément divisée en deux camps, « privée de légitimité véritable et avec des frontières qui ne sont pas ses frontières naturelles ».



vé depuis l'ouverture des Etats Généraux, l'assemblée, dès le 9 août, mettait à l'ordre du jour la question de la vente des biens du clergé. Après des débats longs et orageux, elle décidait, le 2 novembre, la mise à la disposition de la Nation des biens ecclésiastiques. Mesure qui ne provoqua pas trop de remous chez les prêtres séculiers, car l'assemblée s'engageait à leur verser, en compensation, un traitement décent. Entre temps, en octobre, elle interdisait aux religieux de prononcer des vœux perpétuels. Décret qu'elle complétait, en février 1790, en supprimant tous les vœux de religion. La

vente des Biens nationaux, on le sait, profita essentiellement aux Bourgeois. La Révolution, on allait s'en rendre compte de plus en plus, n'était pas faite pour le peuple... La fameuse Constitution civile du clergé s'élaborait au commencement de 1790, était votée le 12 juillet et présentée à l'approbation du Roi le 24 août. Par ce décret, les 125 diocèses de France étaient supprimés et remplacés par 83 autres (un diocèse par département). Les évêques et les curés devaient être élus par les électeurs civils... Evêques et simples prêtres devaient prêter serment de fidélité à cette constitution. Les curés choisiraient leurs vicaires et ceux-ci entreraient en exercice sans demander l'approbation épiscopale. Enfin, le décret du 27 novembre 1790 disposait que les évêques, vicaires généraux, directeurs de séminaires, curés et vicaires, tous les ecclésiastiques réputés fonctionnaires publics, seraient tenus, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, de prêter serment à la Constitution. Ce décret, bien sûr, fut mis au point sans consulter la cour de Rome.

(suite au prochain numéro)

**D. LAMBERT
DE LA DOUASNERIE**

«Les martyrs d'Avrillé», CED, 1984
110 pages. Prix franco : 47 F.

Bonaparte, à cause de ce crime que l'autre moitié de la France ne lui pardonnera jamais, aura manqué la grande réconciliation nationale, que tout le monde souhaitait et qui alors était mûre. L'occasion ne se représentera plus : «Nous sommes tombés dans l'instabilité : onze régimes ne sont jamais parvenus à combler la vacance créée par la mort de Louis XVI» !

Au cours du cocktail qui a suivi la conférence, je me suis autorisé à poser cette question à l'ancien ministre de la IV^{ème} République : — Vous êtes monarchiste, Monsieur le Président !

— Non. Mais je déplore profondément la chute de la monarchie en France, ce qui n'est pas pareil.

Il y a une nuance, certes. Elle paraît si mince. Mais qui ne déplore pas «profondément» la disparition de la monarchie en France, parmi les grands commis de l'Etat ?

Au Théâtre du Tourtour, une pièce «politique», «Le Prince éter-

nel», d'après Machiavel, par Geneviève Bailac, l'auteur de la célèbre «Famille Hernandez».

Deux clochards (Jacques Turbe et Jean Bombaris) évoquent leurs souvenirs. L'un d'eux fut huissier à l'Elysée et «son» Président lui fit des confidences. Ce président avait, comme il se doit, lu le célèbre écrivain florentin. Son «cynisme» parvient à faire exploser de dégoût son compagnon, pourtant indolent et porté, au début, à une admiration sans borne.

A entendre cet apologue mi grave, mi bouffon, le spectateur a envie de conclure, comme Maurice Schumann l'a fait pour sa conférence, à propos de la raison d'Etat :

— C'est triste ! aurait gémi devant Bonaparte un ancien émigré réintégré.

— Oui. Triste comme la grandeur ! Le mot est du 1^{er} Consul, apprenant à son réveil, à la Malmaison, la mort du Duc d'Enghien.

Dominique NIDAS

(1) «Royaliste» 381.

IMAGES



Catherine Leprince et Luc Merenda dans «Disparitions» (photo A2)

navets en série

«Disparitions», nouvelle série de téléfilms diffusée tous les vendredis sur Antenne 2 du 9 mars au 13 avril, ressemble désespérément à celles qui l'ont précédée.

Aux «Brigades du Tigre» elle a emprunté le «look» flic sympa, à «Pause-café», le «mood» craignos des «eighties» et à «Papa-poule» son aspect «plus insignifiant que moi, tu meurs»... Ce compte rendu à l'intention du lecteur et/ou du spectateur branché est un peu sommaire, mais hélas ! révélateur d'un certain état d'esprit des émissions proposées sur les trois chaînes.

Pourtant l'idée de départ était séduisante. Chaque année, en France, plus de dix mille personnes disparaissent. Rapt, fugues, traite des blanches... on ne sait trop. Toujours est-il que lorsque les recherches entreprises (sur demande des familles) sont couronnées de succès (à peu près la moitié), une bonne partie des personnes retrouvées refusent que la police divulgue leur nouvelle adresse. Il faut savoir que la loi les y autorise. On peut se demander alors ce que deviennent ces gens qui, un beau jour, décident de quitter leur domicile, leur famille, leurs habitudes, et les raisons qui les poussent à refaire leur vie ailleurs.

Avec un tel sujet, des scénaristes compétents auraient pu construire des histoires réellement fascinantes : le fil directeur n'étant plus «qui a tué ?», mais «qui a disparu», comme l'affirme le dossier de presse. On ne peut s'empêcher de penser au film que des (ra)conteurs de talent comme Ian Flemming, Hitchcock, Pagnol, ou encore, plus près de nous, Pialat (pour prendre des sensibilités

différentes) auraient pu réaliser avec un sujet pareil.

Hélas ! Au lieu de cela, le téléspectateur doit se contenter de vagues enquêtes policières dont les tenants, les aboutissants, sont on ne peut plus tirés par les cheveux et les intrigues d'une telle complexité que les acteurs eux-mêmes ne semblent pas comprendre ce qui se passe : l'ineptie des dialogues (et surtout des jeux de mots) ne font que conforter ce jugement.

Cette nullité (qui est plus ou moins le lot de toutes les séries françaises) m'a réconcilié (le temps d'une colère) avec «Dallas», «Dynastie» et autre «Starsky et Hutch», lesquelles révèlent au moins un certain savoir faire dans le traitement du sujet; même si elles sont tout aussi racoleuses dans leur conception. Le cinéma, compte tenu de sa spécificité - et qui plus est, la télévision, dans la mesure où elle touche un plus grand nombre de spectateurs - devrait exiger de ses réalisateurs une certaine morale (on n'a pas le droit de montrer n'importe quoi sous prétexte que ça marche). Mais du fait que la préoccupation première des programmeurs est le taux d'écoute, il ne reste plus que des émissions insipides et des séries qui sombrent dans la facilité. Téléspectateurs, n'en avez-vous pas assez d'être pris pour des imbéciles ?

Patrice LE ROUË

du shtetl au kiboutz

De remarquables interviews, des documents nombreux et variés, une présentation soignée, des commentaires sans complaisance. Bref, des émissions historiques de valeur qui donnent à penser et qui mériteraient une programmation horaire plus favorable (1).

«Les Révolutionnaires du Yiddishland» sont ces hommes et ces femmes, issus du peuple juif d'Europe Centrale et qui cherchent, dans l'internationalisme socialiste, une réponse à leur problème national. Aujourd'hui, certains sont morts, victimes de l'oppression nazie, soviétique, ou victimes du temps. D'autres ont survécu. Les auteurs de cette série d'émissions sont allés les interroger, à Paris, à New-York ou Tel-Aviv, avant que leur mémoire ne s'éteigne, et avec elle, la mémoire de ce monde où l'on parlait le yiddish, cette merveilleuse langue qui est à l'allemand ce que le champagne est aux vins d'Alsace. Infiniment spirituelle et sonore, d'aspect germanique, mais d'âme hébraïque, elle forge une des clefs de la judéité : être à la fois le Même et l'Autre, au milieu des autres, si proche et pourtant différent, et persécuté par eux pour être leur reflet et comme leur refus inconscient d'une part d'eux-mêmes.

A l'aube du XXème siècle, la Pologne n'existe plus ou pas encore. Des centaines de milliers de juifs y vivent sous la domination allemande ou russe. La communauté villageoise du **shtetl** leur donne bien les bases d'une certaine autonomie mais il s'agit d'un cadre bien précaire qui ne les protège pas contre les pogroms et qui maintient en revanche des structures traditionnelles étreintes de pouvoir et de production. Ce fragile édifice est ébranlé par la modernité qui déferle alors sur l'empire des Tsars. Un prolétariat israélien misérable se développe et avec lui un courant révolutionnaire. En 1897, le BUND (Union générale des ouvriers juifs) tient son premier congrès pan-russe. Parallèlement, l'idée nationale juive est affirmée et la culture juive prend son essor.

Le BUND jouera un rôle essentiel dans la genèse du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. Mais les aspirations nationales des juifs sont mal vues tant des Mencheviks que des Bolcheviks, ce que la révolution de 1917 confirme. Certains militants se rendent compte alors que «quelque chose n'est pas caché dans la politique de Lénine»... Le COM-BUND, qui avait adhéré à la IIIème Internationale est dissous. Dans l'entre-deux-guerres, en Pologne et en Lithuanie, les juifs s'organisent, des écoles sont créées. Mais l'antisémitisme se déchaîne encore et la vague d'émigration vers l'Ouest européen et l'Amérique s'amplifie. Déjà, des colons audacieux s'implantent en Palestine. Sur la frontière mongole, Staline crée le Birobidjan, caricature d'un Etat juif autonome.

En 1933, Hitler arrive au pouvoir en Allemagne et progressivement s'emploie à la «solution finale» de la question juive. La guerre éclate et l'on connaît hélas la suite. Les images des camps ont tellement été montrées qu'il y avait un risque de répétition inutile. Or, il n'en est rien. Le réalisateur a su magnifiquement intercaler les témoignages et les textes lus, pour créer une émotion profonde et vraie. Moment fort, celui où cette ancienne militante communiste évoque sa famille disparue et son père, fusillé debout, enveloppé dans son châle rituel et criant «Adonai ! Adonai !» Les juifs nous sont présentés également comme actifs. De la guerre d'Espagne au M.O.I. (Mouvement Ouvrier Immigré), de la Résistance en France, ils prirent part à la lutte contre la «bête immonde» du nazisme.

En U.R.S.S., la situation est à peine meilleure. Des juifs réfugiés, communistes même, sont exécutés ou déportés. Après la guerre, l'antisémitisme continue à l'Est et



Arrivée d'immigrants juifs à New-York dans les années 30

Staline achève ce qu'Hitler avait commencé. Les juifs sont accusés de «sionisme» et réputés indésirables. Peu à peu, la communauté israélienne se réduit. En Pologne qui comptait jusqu'à trois millions de juifs, il n'en reste plus un seul.

La réponse à la question nationale fut pour certains la colonisation de la Palestine, devenue en 1948 Etat d'Israël. Les fils de Jacob constituaient enfin un nation, en respectant le vieil adage qui veut que chaque nation ait un Etat et un territoire. Que cela se fît au détriment d'une autre nation qui n'eût plus dès lors ni Etat ni territoire, c'est une autre histoire... Mais comment ne pas comprendre aussi cette aspiration à ce qui apparaît comme la normalité politique et l'assurance d'un refuge contre l'adversité ? Peut-on affirmer qu'Israël aurait été nécessaire si les juifs d'Europe avaient trouvé la justice dans leurs pays, si les totalitarismes ne leur avaient pas refusé le droit

d'être différents, et semblables à la fois ? Le mystère juif repose sur l'infinie complexité des peuples de la Diaspora. Comment ne pas croire qu'en devenant israélien, on cesse d'une certaine manière d'être juif ?

Philippe DELORME

NDLR. Nous profitons de cet article pour signaler la réédition de l'extraordinaire «Gog et Magog», chronique hassidique de l'époque napoléonienne, de Martin Buber par Gallimard, dans la collection de poche «Idées» (sur Martin Buber et le hassidisme, on pourra relire «Les récits hassidiques» in «Royaliste» 279).

«LES RÉVOLUTIONNAIRES DU YIDDISHLAND»

Série de 3 émissions réalisées par Nat Lilienstein et diffusées par Antenne 2

- 1/ Du Shtetl à la Révolution, le dimanche 4 mars 1984 à 21 h 40.
- 2/ Entre Hitler et Staline, le dimanche 11 mars 1984 à 21 h 40.
- 3/ Auschwitz et après, le dimanche 18 mars 1984 à 21 h 40.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

ACTION ROYALISTE

■ LA NAR SUR FRANCE-CULTURE

Dans le cadre de son émission sur France-Culture, Olivier Germain-Thomas accueillera Bertrand Renouvin le mercredi 28 mars de 12 h 05 à 12 h 30 sur le thème : «L'idée monarchique aujourd'hui». Cette émission sera en direct et, exceptionnellement, aura lieu en public au Salon du Livre du Grand-Palais à Paris. Nos amis sont conviés à y assister.

■ POITIERS

Bertrand Renouvin sera à Poitiers le vendredi 16 mars. Après une conférence de presse, il animera une rencontre amicale à 20 h 30, au café du Théâtre, Place d'Armes, 86000 Poitiers. Adhérents ou abonnés, simples sympathisants ou lecteurs sont conviés à venir participer à cette libre discussion.

■ PARIS-MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis, dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs 75001 Paris-4ème étage), se tient une conférence débat dont l'entrée est libre. Accueil des participants à partir de 19 h 30. Les conférences commencent à 20 h. précises (fermeture des portes de l'immeuble à 20 h). Après la conférence, vers 22 h., une collation est servie pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais pour la collation : 15 F).

Mercredi 14 mars. Est-il bien nécessaire de présenter ANDRÉ GLUCKSMANN ? Depuis la parution de «La Cuisinière et le mangeur d'homme» en 1975, «Royaliste» ne manque jamais d'analyser ses nouveaux livres et de souligner l'importance de ses prises de position. Son dernier ouvrage «La force du vertige», qu'il viendra nous présenter, est une contribution intéressante au débat sur le pacifisme et sur la défense.

Mercredi 21 mars. «La diététique de Lord Byron» est le titre du dernier ouvrage de notre ami GABRIEL MATZNEFF qu'il viendra nous présenter. Qui connaît un peu Matzneff ne peut s'étonner qu'il ait été séduit et fasciné par la riche personnalité de Byron.

Mercredi 28 mars. Après leur ouvrage capital qui a bouleversé bien des préjugés et des idées reçues sur le «Procès du roi Louis XVI», PAUL et PIERRETTE GIRAULT DE COURSAÇ viennent de publier «Sur la route de Varennes» qu'ils viendront nous présenter. Là encore, il s'agit d'un sérieux balayage des idées toutes faites.

▲ L'ENQUETE SUR LE JOURNAL

Dans notre dernier numéro nous avons publié un questionnaire pour connaître l'opinion de nos lecteurs sur les améliorations à apporter à notre presse. Déjà de nombreux lecteurs y ont répondu, mais pour que les enseigne-

ments que nous en tirons puissent être significatifs, il est absolument nécessaire que nous ayons un nombre de réponses important. Le texte de ce questionnaire est à votre disposition et vous sera envoyé sur simple demande.

▲ «UNE RÉVOLUTION DANS LE ROYALISME»

Tous les souscripteurs du livre d'Olivier Lépès devraient maintenant avoir reçu leur commande (si ce n'était pas le cas, prière de nous le signaler). D'autre part nous avons annoncé que le tarif de lancement (55 F franco) ne serait plus valable à partir du 1er mars et que le pris de l'ouvrage serait alors de 68 F (+ le port). Nous avons décidé de prolonger le prix de lancement jusqu'au 31 mars, pour permettre aux distraits et aux retardataires d'en profiter. Alors dépêchez-vous !

Enfin nous sommes heureux d'annoncer que «Une révolution dans le royalisme» vient d'obtenir le Prix de l'Académie des jeunes auteurs, seule récompense française destinée à honorer un ouvrage d'un auteur de moins de 25 ans.

■ RENCONTRES DÉMOCRATES

Nos amis jobertistes reçoivent Jean-Pierre Péroncel-Hugoz le jeudi 15 mars pour une conférence-débat sur le thème : «Le choc de l'Islam et de l'Europe autour du bassin méditerranéen. 71, rue Ampère 75017 Paris à 20 h.

nos projets

Les élections pour le Conseil National de la N.A.R. ont eu lieu, et les nouveaux conseillers ont tenu leurs premières séances de travail au début de ce mois. La grande presse (en particulier «Le Monde» des 4 et 5 mars sur 3 colonnes) a fait largement écho aux thèmes abordés (Elections européennes, immigration, élections législatives). Mais parallèlement à cette réflexion politique, le Conseil national s'est aussi penché d'une manière concrète sur l'organisation des activités du mouvement. Trois sujets principaux ont ainsi été abordés :

- la presse de la N.A.R. et son développement (profitons-en pour rappeler l'importance de notre enquête auprès des lecteurs),
- la préparation des élections législatives et du matériel de propagande immédiatement nécessaire (d'ici le mois de juin devraient sortir : deux brochures générales, deux brochures à thème spécialisé, un tract de présentation du journal et du mouvement, une affiche de promotion du journal).
- la préparation des activités d'avril à juin, en particulier d'une «Journée d'étude de la N.A.R.» qui aura lieu vers la mi-mai ainsi que le congrès général des adhérents.

Beaucoup de projets sont donc en chantier et c'est un signe heureux de la vitalité de notre mouvement. Mais ce qui est certain aussi, c'est qu'ils ne pourront être menés à bien qu'avec l'aide et la contribution de tous nos lecteurs.

Aide matérielle, participation à la diffusion de notre presse, contribution à la rédaction de nos différents journaux, assistance actives à nos réunions, c'est grâce à tout cela et à vous que nous pourrions espérer réussir.

Y.A.

● DANS LA FAMILLE DE FRANCE

A la suite du divorce du comte de Clermont d'avec son épouse, le secrétariat du comte de Paris a annoncé dans un communiqué que le Prince avait conféré à la comtesse de Clermont le titre de duchesse de Montpensier.

Par ce geste, le Prince confirme l'appartenance à

la Maison de France de sa belle-fille - mère du futur dauphin, le prince Jean - et lui manifeste toute l'estime qu'il lui porte. Devant cette épreuve, les royalistes ne peuvent manquer de réaffirmer à Mgr le comte de Paris, chef de la Maison de France, au Dauphin le comte de Clermont, et au prince Jean, leur profonde fidélité.

royaliste

SOMMAIRE

pages 2-3 : Francophonie (revue de presse, courrier, lire)
page 4 : Amalgames, radicalisme
page 5 : Arnaud Fabre
pages 6-7 : l'Amérique du candidat Reagan
pages 8-9 : Histoire (Vendée, la mort du duc d'Enghien) - Images («Disparitions»)
page 10 : Images («Les révolutionnaires du Yiddishland»)
page 11 : Action royaliste
page 12 : Editorial

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais.
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal.

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :
.....
.....

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Une chance historique

Les socialistes exaspèrent. Non seulement ceux qui les avaient condamnés avant même leur arrivée au gouvernement. Mais aussi ceux qui avaient espéré les voir accompagner la politique de l'écu sorti de leurs rangs.

Depuis bientôt trois ans, rien n'a pu modifier leur attitude. Ni les avertissements donnés par les sondages, ni les sanctions venues des urnes. Pourtant, les socialistes sont loin d'être bêtes, et probablement pas méchants. Sur les ruines de leur projet politique, ils tentent d'entretenir ou de ranimer leurs vieilles passions, croyant qu'elles coïncident encore avec celles du peuple qu'ils administrent médiocrement. Mais le peuple ne comprend ni ne suit. Et maintenant il se rebelle.

VERS LA GUERRE SCOLAIRE ?

Tel est notamment le résultat d'une politique scolaire aberrante et suicidaire. Nous avons dit, cent fois, que le projet de «grand service public...» constituait une provocation inutile et dangereuse. Inutile parce que la vieille idée laïque n'apporte aucune réponse à la crise de l'enseignement. Dangereuse parce qu'il était évident que la question scolaire ainsi posée provoquerait un affrontement majeur dans une nation déjà profondément divisée.

Sourde et aveugle, la gauche a voulu malgré tout sacrifier à ses mythes archaïques, négligeant même le risque électoral qu'elle prenait. Il est cruel, mais nécessaire, de rappeler que le pauvre Pierre Mauroy était parti, il n'y a guère, à la reconquête de l'opinion. Par leurs fautes politiques et tactiques, le Premier Ministre et ses amis ont réussi à mobiliser contre eux cette opinion, à jeter dans la rue des centaines de milliers de Français, et même à se faire contester par le «peuple de gauche» qui est, lui aussi, favorable dans sa grande majorité à la liberté de l'enseignement. Le «gouvernement de la gauche» censuré par le peuple; le groupe de pression laïc affaibli et isolé : jamais l'action des partis de la droite, jamais les campagnes de la presse d'opposition n'auraient pu parvenir à ce résultat.

Oh! bien sûr, le Premier Ministre affirme maintenant qu'il n'a jamais été question de remettre en cause la liberté de l'enseignement. Selon l'humeur du moment, on verra dans cette affirmation



par
bertrand
renouvin

une habileté ou une hypocrisie. Le fait est que, prononcée le soir de la manifestation de Versailles, cette phrase est un aveu de faiblesse et de peur. Les déclarations apaisantes de M. Jospin, les professions de foi de M. Mauroy et d'autres membres du gouvernement sont en effet survenues lorsque le R.P.R. a annoncé son intention d'organiser des manifestations de rue.

Dès lors, ce n'était plus un projet particulier qui était en question, mais le régime lui-même. Pour l'opposition, l'occasion offerte était belle : sur le thème de la liberté, portés par une opinion inquiète ou indignée, appuyés par des troupes ravies d'en découdre, les partis de droite étaient en mesure de provoquer une «alternance» anticipée. Le Président de la République avait d'ailleurs compris depuis longtemps ce danger, que le sectarisme et les maladroites de ses partisans rendaient toujours plus menaçant. MM. Jospin, Mauroy et Savary ont été forcés de reculer. Pour eux-mêmes, pour ce qu'ils sont censés représenter, nous aurions préféré qu'ils adoptent, dès l'automne dernier, une attitude de sagesse. Mais l'essentiel est que la liberté de l'enseignement soit désormais respectée, et que la négociation permette de fermer définitivement les portes de la guerre scolaire.

LE SERVICE COMMUN

Cette guerre scolaire, les partis la voulaient. Aux boute-feux irresponsables de la gauche, répondaient les boute-feux revanchards de la droite, clamant leurs slogans imbéciles contre «l'école des curés» ou contre l'enseignement «marxisé». Cette guerre, ils y renoncent aujourd'hui, non seulement par peur soudaine des

conséquences, et certainement pas, dans le cas de J. Chirac, par retour à la vertu de prudence.

Le pire a été évité parce que ceux qui étaient menacés n'ont pas voulu engager une bataille politique contre le pouvoir, ni une bataille idéologique contre le socialisme, mais simplement obtenir le respect de leurs droits. Le gouvernement n'a pas encore compris qu'il avait été rappelé à ses propres principes et finalement sauvé par ceux qu'il considère comme ses adversaires. Je le souligne avec d'autant plus de force et de liberté que notre journal a toujours pris soin de distinguer le politique du religieux, et que ses rédacteurs, comme ses lecteurs, sont loin d'être tous catholiques : cette paix scolaire qui va se conclure, cette paix civile qui est sauvée, nous les devons aux évêques et aux responsables de l'enseignement catholique.

Ce sont eux qui ont évité les manifestations haineuses et la violence. Ce sont eux qui ont empêché la récupération politique des manifestations. Ce sont eux qui ont fait triompher l'esprit de négociation contre leurs propres extrémistes. On peut certes regretter l'affiche représentant l'école libre écartant les barreaux, trouver indécente la comparaison entre M. de Dreux-Brézé et Lech Walesa, ou encore être blessé par des attitudes trop hostiles à l'enseignement public. Mais ces excès ont été effacés par les paroles du cardinal Lustiger qui sut être, à Versailles, pleinement lui-même et plus que lui-même. Pleinement catholique, en même temps que voix d'une France protestante, orthodoxe, juive, musulmane et laïque. Pleinement défenseur de la liberté des siens, en même temps que de la liberté collective. Parlant à la foule, en son nom, mais s'adressant au-delà d'elle à ceux qui se croient d'un autre camp, pour le service commun de la jeunesse. Et, finalement, refusant aux siens la volonté de puissance, même culturelle, pour s'adresser au pouvoir politique reconnu, tel qu'il est, comme arbitre et réconciliateur possible.

En parlant ainsi, le cardinal Lustiger a offert à notre pays une chance historique : celle de construire, dans la paix et la liberté, un enseignement au service de toute sa jeunesse.

Bertrand RENOUVIN